

---

N°. 398.

---

L'AMI DU PEUPLE,

O U

LE PUBLICISTE PARISIEN.

JOURNAL POLITIQUE ET IMPARTIAL,

Par M. MARAT, auteur de l'Offrande à la patrie,  
du Moniteur, du Plan de constitution, &c.

---

*Vitam impendere vero.*

---

Du Dimanche 13 Mars 1791.

Observations sur le rapport de M. Santerre.

— Honteuses intrigues du général, pour soulever les commandans de bataillon contre ce brave officier. — Attentat inoui des commandans de bataillons de la cinquieme division ; leur stupide audace à usurper le pouvoir de destitueur, de leur chef, leurs concitoyens du droit de servir la patrie.

*Observation de l'Ami du peuple.*

Il résulte de ce candide exposé qui fait tant d'honneur au civisme du brave Santerre que ce sont les émissaires des ennemis de la révolution, dont Mortié est le chef, qui de la veille ont répandu mille faux bruits dans le F. St. A. pour le soulever et l'en-

gager à démolir le château de Vincennes; et qui le lendemain matin se sont opposés ouvertement aux efforts des citoyens, amis de la paix qui en détournent la multitude égarée.

Voir un aide de camp du général mentir effrontément comme un laquais, est chose toute simple, sans cela seroit-il le digne valet de son maître, qui ment lui-même avec toute l'aisance d'un vieux courtisan? Mais ce qui doit étonner, c'est l'assurance avec laquelle l'infâme Desmottes soutenoit sous les yeux de l'armée et à la face du véridique Santerre une imposture (1), qu'il a démentie lui-même dans une feuille qu'il vient de publier.

Cette imposture atroce n'avoit pour but que d'engager le général à tirer vengeance d'un prétendu attentat contre l'un de ses officiers, d'exposer le détachement de Santerre à la fureur de ses satellites, et d'allumer la guerre civile. Or, si l'on fait attention à la haine personnelle de Mottié contre Santerre et les vainqueurs de la Bastille, dont il a juré la perte; on ne fera aucun doute que le général ne soit lui-même le premier auteur de cet imposture. A la vue des moyens atroces auxquels le dieu Mottié et ses créatures ont recours pour consommer la perte de la liberté et de la patrie, quel cœur sensible ne seroit glacé d'effroi, quelle ame honnête ne seroit saisie d'indignation?

Mais le sang bout de fureur dans les vaines, et tous les membres s'agitent en voyant le traître Mottié, sous prétexte de résistance à la loi, et à la faveur d'une noire imposture, se disposer à foudroyer le bataillon des amis de la liberté, à le faire massacrer par ses alguazils à cheval (2) et ses satellites

---

(1) Il soutenoit que Santerre avoit ordonné à ses soldats de faire feu sur lui.

(2) Le guet à cheval et la maréchaussée, que ce scélérat avoit appelée ce jour-là, comme si dix mille citoyens armés et dix pièces de canon n'avoient pas suffi pour réprimer une poignée de jeunes gens.



à pied. A quoi a-t-il tenu, grands dieux, qu'il ne pousse les Parisiens à s'entre-gorger devant Vincennes, tandis qu'il les auroit fait égorger aux Tuileries, pour enlever le roi.

Il est temps enfin de tirer raison de ses crimes horribles. En attendant le grand jour où le vengeur abattra sa tête criminelle, que tous les bons citoyens traduisent ses coupables agens devant les tribunaux. Santerre, l'amour de la justice et de la patrie vous imposent également la loi de livrer à la justice l'imposteur Desmottes. Adressez-vous au plus intégrè des tribunaux de la capitale; et quoi que son crime puisse être considéré comme affaire d'état, n'allez pas le traduire devant la haute cour nationale provisoire. Elle vient d'être composée de juges vendus à la cour, et placée dans une ville gangrenée d'aristocratie, dont tous les hommes en place sont des accapareurs ministériels, des agens de famine, et dont les murs renferment deux régimens (1), soudoyés depuis quinze mois par les ennemis de la révolution pour assommer les amis de la liberté, afin de ne pas démentir les prédictions du prophète (2) Marat. Je vous les repete, vous la verrez cette cour vénale blanchir, Riollès, Savardin, Berthier, Fauges, Foubelle, Redonville, Delamotte, Bourdonnaye, Champein, les conspira-

---

(1) Royal-Piémont, et hussards de Berchigny; ce sont-là des vérités rigoureuses. Qu'on prenne des informations sur les lieux.

(2) Je connois si bien le jeu de la machine politique et les vues de nos indignes législateurs, que je n'ai besoin que de voir un de leurs projets pour deviner tous les autres, leur tracer la route qu'ils prendront dans telle et telle circonstance, et les forcer de la suivre; malgré la répugnance et la honte qu'ils doivent ressentir, en s'affichant de la sorte pour des coquins vendus. Voyez au sujet de la haute cour nationale les numéros 263, 266, 271, 319, 337 et surtout le n°. 367.

teurs de Lyon et les conspirateurs de Strasbourg ; tandis que les municipaux parisiens, exercent la plus affreuse tyrannie contre les défenseurs de la liberté (1).

*Lettre des commandans de bataillon de la cinquieme division à M. Santerre.*

Rassemblés aujourd'hui, Monsieur, chez M. d'Ormesson, chef de notre division, nous avons pris en considération l'arrêté du 28 du mois dernier, mis à l'ordre d'hier, par lequel la municipalité de Paris exprime ses regrets de ne pouvoir donner à quelques-uns des soldats du détachement que vous commandiez à Vincennes, les mêmes éloges qu'au reste des troupes ; nous nous sommes aussi occupés des plaintes, que fait notre général dans l'ordre d'hier, de n'avoir pas trouvé dans cette même partie des soldats que vous commandiez, l'amour de l'ordre public et le respect pour la loi, dont toute l'armée parisienne est animée, et enfin nous avons également pris en considération la partie de l'ordre d'hier, portant que le général attend de vous que vous ferez un rapport qui lui rendra compte de tout ce qui s'est passé à votre connoissance dans le détachement que vous commandiez. D'après cet examen, persuadés, comme nous le sommes tous, qu'un homme, honoré d'un commandement, doit mettre dans le plus grand jour sa conduite, nous vous invitons de vous occuper sans délai du compte que le général vous demande, et de lui donner toute la publicité possible ; nous ne doutons pas que votre délicatesse ne vous détermine à ne pas différer d'un seul instant cette démarche, et à vous abstenir de tout service jusqu'à ce que la décision de M. le commandant

(1) Dans quelques jours la dénonciation de leurs iniquités contre le Sr. Houillier, dit Camus, citoyen de la Chapelle.



général ait fixé l'opinion publique sur les faits qui vous concernent et qui nous intéressent tous.

Nous avons l'honneur d'être, Monsieur, vos très-humbles et très obéissans serviteurs,

Signés, le Laboureur, Venet, Chapuis,  
Colin de Cancey, Hagum,  
Bonnaud, Hiard.

Paris, ce 2 mars 1791.

### *Observations.*

Le général conspirateur vient de renouveler contre le brave Santerre les honteuses manœuvres qu'il avoit fait jouer contre le brave Gerdret. Et les commandans de la cinquième division, ses bas valets, pour ne rien dire de plus, se sont empressés à lui faire leur cour, en se déclarant contre un de leurs camarades, qui a le bon esprit de ne pas oublier que les soldats de la patrie ne cessent pas d'être citoyens sous l'uniforme; de montrer qu'il connoît leurs droits, et qu'il ne les opprimerà jamais. Permis aux lâches chefs de la cinquième division de se prosterner aux ordres du commandant-général, et de se montrer aussi vils qu'ils le sont; de fait, le public apprendra mieux à les connoître, et à sentir la nécessité de les repousser, lorsque le moment des réélections sera venu. Mais comment ont-ils eu l'audace ou plutôt la hêrse d'oser destituer un de leur camarades, de leur autorité privée, de son droit de servir la patrie. Prétendent-ils qu'il n'y a que les hommes comme eux, faits pour la servitude, qui puissent défendre la liberté; ou se seroient-ils imaginé qu'on laissera impunie leur coupable insolence, et qu'on ne les couvrira pas d'opprobre, en dévoilant leurs honteuses maximes et leurs dangereux projets. C'est aux amis de liberté à la défendre; et c'est à des vils esclaves, tels que les comandans de la cinquième division, à servir de gougats aux soldats de la patrie. Si tant est que la peur ne les

conduise pas dans leurs caves, un jour de crise. Santerre est trop éclairé pour ne pas sentir qu'il ne doit tenir aucun compte de la lettre de ces plats, ni en tirer d'autre vengeance que celle de la montrer au public. Or, en attendant que l'indignation des autres bataillons se soit manifestée contre un pareil attentat, l'honneur et le devoir le pressent de poursuivre Desmottes devant les tribunaux, et de faire punir le général conspirateur dans la personne de son aide-de-camp, traître et mouchard.

#### *Nouvelles.*

On écrit des frontieres que les Autrichiens ont fait dernièrement quelques préparatifs pour entrer en France ; et qu'il y avoit eu quelques hostilités commises près de Landhau : rien de plus vrai. Mais ce n'étoient là que des mouvemens concertés avec le cabinet des Tuilleries. Qu'on n'en doute point ; les ennemis n'attendoient que l'arrivée du courier, porteur de l'annonce de la fuite du roi, le 28 dernier : la nouvelle de la dernière conspiration avortée les a fait reculer jusqu'au moment où les conspirateurs, que nous laissons en paix stupidement au milieu de nous, aient consommé leurs forfaits. A peine auront-ils entraîné le roi hors de nos murs, qu'un courier volera sur les ailes du vent, porter l'ordre aux ennemis de s'avancer à sa rencontre ; et que le royaume sera mis à feu et à sang. Ce moment n'est pas loin : les conspirateurs travaillent jour et nuit à le précipiter ; et l'assemblée nationale, les municipaux, et les tribunaux conspirent avec eux, et les encouragent par l'impunité dont ils les font jouir.

#### *A l'Ami du peuple.*

Cher Ami du peuple, je vous préviens qu'Estienne s'est venté de vous avoir joué un bon tour, en vous envoyant la lettre sur les officiers du bataillon des Filles St. Thomas, que vous avez insérée



(7)

dans le N<sup>o</sup>. X de l'Orateur du peuple. Il dit que pour mieux vous tromper, il a mêlé des faussetés à des vérités, et qu'il a pris le nom d'un citoyen que vous connoissez. Ce n'est pas à moi seul que ce faussaire a fait cette confidence, il a communiqué son projet de vous tromper aux Srs. Marcandier, Cholat, Parain, et autres qui doivent vous en avoir prévenu.

Signé la Balle, citoyen de la  
section de l'Arsenal.

Ce 11 mars 1791.

*Observations de l'Ami du Peuple.*

J'ai été prévenu plusieurs fois du perfide projet de l'infâme Languedoc, dit Estienne : aussi ai-je mis de côté plusieurs dénonciations qui me paroissent suspectes. Mais la lettre sur les officiers du bataillon des Filles St. Thomas, que j'ai dénoncés dans le numéro X de l'Orateur du peuple, est dûment signée du nom d'un citoyen que je connois, j'ai même cru reconnoître son écriture. Si c'étoit là un trait de perfidie, l'atroce scélérat, favori de Mottié, libeliste à gages des conspirateurs et protégé de la police, je m'empresse de retracter les inculpations mal-fondées qu'elle contiendrait : tâche que m'impose et le devoir et l'honneur : car je ne fais la guerre qu'aux fonctionnaires publics, indignes de la confiance du peuple, et conjurés contre sa liberté et son honneur. Défenseurs des bons citoyens, je ne puis avoir dessein de les dénigrer, de les outrager ; s'il m'arrive par fois d'être trompé sur leur compte, ils ne peuvent exiger de moi qu'une retractation que je fais toujours de mon propre mouvement, dès que la vérité m'est connue. C'est là tout ce que les officiers de St. Thomas qui auroient été inculpés injustement ont droit d'exiger. Dans un tems où les ennemis de la révolution nous font ouvertement la guerre, en conspirant jour et nuit contre nous ; dans un tems où les suppôts du despotisme occupent toutes les places de confiance

et d'autorité ; dans un tems où les libellistes qu'ils soudoyent sont sous la protection de nos infidèles mandataires ; dans un tems où les Royou , les Meudemonpas , les Durosot , ont des gardes de sûreté , c'est le devoir de tous les écrivains patriotes de démasquer les fonctionnaires publics qui concourent à notre perte.

La liberté de la presse est la seule sauve garde du peuple , on ne sauroit y porter atteinte sans le trahir. C'est à moi seul que doivent s'adresser les citoyens inculpés à tort ; mon imprimeur ne publiant rien que sous ma garantie : or , je ne suis et ne dois être responsable qu'au tribunal du public , des erreurs que je puis avoir commises innocemment. Je renouvelle ici ma profession de foi , que je ne reconnaitrai , comme je n'ai reconnu jusqu'ici la compétence d'aucun autre tribunal.

#### *Avertissement.*

On trouve actuellement à l'imprimerie de Henri IV , place Dauphine , et chez le sieur Collin ( marchand libraire au Louvre près l'academie des sciences ) des collections de l'*Ami du peuple* , depuis son origine jusqu'au n°. 400 exclusivement. Dans le premier cent se trouvent plusieurs lacunes , causées par les coups d'autorité , portés à l'auteur par la saisie de ses feuilles , et l'enlèvement de ses presses , qui l'ont forcé plusieurs fois à interrompre son travail. L'auteur ayant désiré faciliter la propagation des bons principes , par la modicité du prix de son ouvrage ( quelque recherché qu'il soit aujourd'hui , et à quelque somme qu'il ait été poussé dans plusieurs ventes ) l'a fixé à 36 liv. , c'est-à-dire , à un quart au-dessous de celui de la souscription.

On trouvera à ces adresses , des numéros pour assortir les collections incomplètes. Les lettres qu'on fera passer à ce sujet aux distributeurs de l'ouvrage , doivent être franches de port.

MARAT , l'ami du peuple.

---

DE L'IMPRIMERIE DE MARAT.